

Prise de la ville de Goma. Des preuves irréfutables sur l'implication des militaires rwandais

(L'Avenir Quotidien 10/12/2012)

Tout ou presque a été dit sur la guerre qui ravage actuellement l'Est de la République Démocratique du Congo. Mais on ne s'est pas suffisamment rendu compte des énormes faussetés distillées dans la presse tant nationale qu'internationale à ce sujet, sans doute par manque de moyens suffisants pour vérifier l'information ou par déficit de rigueur professionnelle dans son traitement. Ainsi a-t-on dit et redit que le M23 avait conquis la ville de Goma, seul avec « quelques centaines » de combattants qui auraient mis en déroute les milliers d'hommes des FARDC. Certaines personnalités et organisations congolaises bien pensantes se sont mises en frais pour relayer, contra factum, que le M23 était capable, par ses propres moyens, d'aller plus loin encore que la conquête de Goma. Bukavu, Kindu, voire même la capitale Kinshasa étaient annoncées comme devant tomber dans un avenir plus ou moins proche dans l'escarcelle de la pseudo-mutinerie du général rwandais James Kabarebe.

Après la publication du rapport référencé S/AC.43/2012/GE/OC.63 du 26 novembre 2012 du groupe d'Experts de l'ONU sur la République Démocratique du Congo, les choses sont devenues plus claires : la vérité n'est pas celle qu'ont livré les médias et propagé les bien pensants...

Le rapport onusien démontre en effet que c'est bien l'armée rwandaise, et non le M23, qui avait pris la ville de Goma le 20 novembre 2012 avec l'appui d'éléments de l'UPDF, les forces armées ougandaises.

Le rapport onusien certifie que plusieurs compagnies des Forces de défense du Rwanda (RDF) soit un millier de soldats, sont entrées en territoire congolais et ont pris part à l'offensive sur Goma, planifiée par James Kabarebe, ministre rwandais de la Défense, et Charles Kayonga, son chef d'état-major. Ces deux hauts gradés rwandais ont guidé de bout en bout la supervision de l'offensive via un de leurs collaborateurs, le général rwandais Emmanuel Ruvusha, commandant de la division Ouest des RDF basé à Gisenyi. Tous ces éléments ont amené les Experts rédacteurs du rapport à se convaincre avec raison que l'initiative et le commandement de l'offensive sur Goma étaient avant tout une affaire rwandaise.

Plusieurs autres éléments de preuve corroborent cette affirmation, notamment les 24 prisonniers rwandais arrivés à Kinshasa le mardi 4 décembre 2012 dans les bagages du nouveau chef de la force terrestre des FARDC, le général François Olenga. La présence de ceux-ci confirme au moins deux choses : la première, c'est la véracité des affirmations des experts de l'Organisation des Nations Unies selon lesquelles le gouvernement du Rwanda, avec le soutien d'alliés au sein du gouvernement de l'Ouganda, a créé, équipé, formé, conseillé, armé et commandé directement la 'rébellion' du M23. La seconde leçon que nous apporte la capture de soldats rwandais sur le front de Kibumba et Goma, c'est que les FARDC n'avaient pas décampé dans la précipitation du chef lieu de la province du Nord Kivu, puisqu'elles ne l'auraient pas fait en s'encombrant de leurs prisonniers de guerre.

On peut alors s'interroger sur les mobiles qui poussent certaines rédactions à asséner leurs lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs du menu sur la prétendue supériorité militaire du M23 sans la présence du Rwanda face à l'armée régulière congolaise alors qu'il est évident aujourd'hui qu'ils étaient, et sont, suspendus aux mamelles du Rwanda. Les mutins du M23 sont tellement faibles en nombre qu'ils n'ont jamais été capables de résister aux FARDC lors du déclenchement de leur insurrection au premier semestre 2012. Ils sont tout autant incapables de maintenir les positions conquises par leurs commanditaires rwandais et ougandais qui depuis le début.

Dans son éditorial du n° 2707 de l'hebdomadaire Jeune Afrique, sous le titre "la vache et la lance", François Soudan s'étonne avec raison de constater que malgré l'évidence de l'agression contre la RDC par le Rwanda avec le soutien d'éléments de l'armée ougandaise, "l'heure (chez les Congolais) n'est pas à l'union sacrée mais à la résignation sur fond d'autodénigrement. On chercherait en vain, dit-il, les prémices d'un sursaut patriotique, alors que la résignation, le défaitisme parfois, mais aussi la colère sont omniprésents. Une colère que les Congolais dirigent avant tout non pas contre 'l'ennemi', mais contre les Casques bleus de l'ONU et surtout contre leurs propres dirigeants."

François Soudan analyse judicieusement la situation du décideur qu'est le Président Joseph Kabila dans ce contexte et estime que le Président n'est pas devant un choix à faire, mais devant l'alternative du diable. Mais nous osons croire qu'une meilleure prise de conscience des enjeux par le peuple, en prenant le temps et les informations nécessaires pour découvrir la vérité sans tomber dans le piège des demi-vérités qui n'auraient le mérite que d'être vite servies, peut conforter le Président dans les options les plus efficaces au regard de la grave situation que traverse le pays. Plutôt que de développer la stratégie de la recherche d'un Bouc émissaire « accessible », qui ne fait que fissurer davantage le bloc de la patrie, c'est à construire et consolider l'union sacrée des différentes composantes de la Nation autour des Intérêts Nationaux menacés que devraient œuvrer toutes les bonnes volontés.

L'agression contre la RDC par le Rwanda et l'Ouganda est évidente, bien que le Gouvernement congolais ait accepté par bonne foi, une fois encore, les pourparlers avec les créatures du Rwanda. Au nom de la paix si importante pour poursuivre la marche du pays vers son émergence à l'horizon 2030. Tendus vers les objectifs de la Révolution de la Modernité, le Congo-Kinshasa a fort utilement pris le parti de ne plus se laisser entraîner dans des schémas conflictuels jusqu'aboutistes qui constituent autant de distractions.

C'est ainsi qu'il continue de consentir l'effort et les sacrifices nécessaires pour ramener à la raison ceux de ses fils qui n'ont pas encore compris l'intérêt qu'ils ont à servir leur pays au lieu de se mettre au service des agendas les plus inavouables des agresseurs de ce dernier. C'est le sens profond de l'acceptation par le Gouvernement des pourparlers avec le M23.

Mais la filigrane qui traverse toutes les prises de positions par rapport à ces pourparlers demeure le refus de toute formule, d'où qu'elle vienne, susceptible d'hypothéquer la souveraineté ou l'intégrité du Congo. Et le Gouvernement rassure la nation quant à ce.

Les délégués de la pseudo mutinerie du M23 qui sont arrivés à Kampala samedi sont venus au premier contact avec les émissaires du Gouvernement en roulant les mécaniques comme des enfants mal éduqués. Leurs propos insolents et désobligeants envers les institutions en place en RDC ont suscité immédiatement une cinglante répartie de la partie gouvernementale qui a, par la voix du Ministre Raymond Tshibanda, tenu à rappeler que ceux qui s'agitait ainsi ne représentaient rien d'autre qu'une volonté extérieure à la RDC.

Sur la participation à la rencontre de Kampala de ces coupeurs de routes sans foi ni lois qui arpentent les couloirs du centre de conférence de Munyonyo, il y a eu des contre-vérités dans les médias, ceux-ci ayant prétendu que les chefs rebelles ne se rendraient pas à Kampala parce que le Président Kabila, qu'ils considéraient comme leur égal, ne s'y est pas rendu. En fait la plupart de leurs leaders sont frappés par des sanctions onusiennes d'interdiction de voyage.

S'agissant du refus de l'opposition congolaise de participer aux pourparlers de Kampala, il y a également à boire et à manger. L'opinion sait qu'il n'y a pas si longtemps, l'opposition réclamait à cor et à cri ledit dialogue. On ne peut donc pas s'expliquer que tout à coup lorsque ce dialogue est certifié, elle dise ne plus vouloir y prendre part. Mais tout devient clair quand on se rappelle qu'Etienne Tshisekedi, le chef charismatique du principal parti de l'opposition, l'UDPS, qui avait été courtisé par la rébellion, laquelle avait même ajouté à ses revendications l'exigence de la liberté de mouvement pour lui, avait rejeté la main sanguinolente tendue par la bande à Makenga. Ceci mettait dès lors en difficulté les petits poissons de l'opposition qui peinent à se frayer une voie autre que celle décidée par l'insaisissable sphinx de Limete.

Il est vrai que les nouvelles technologies de l'information et de la communication exposent les médias aux risques de l'instantané, mais quand il s'agit de choses aussi graves que la souveraineté d'un État et l'intégrité territoriale d'un pays, il faut se donner le temps d'approfondir l'information pour découvrir la vérité par-delà les apparences ; tout au moins prendre le courage de la rectification lorsque le temps de la clarté révèle que l'information antérieurement servie était erronée ou partielle. Les médias sont donc interpellés.

L'Avenir